



Les services publics

Bientôt privés de services publics

Regards croisés sur l'économie n° 2 septembre 2007, 280 p., 10 euros.

Les services publics, approches économiques et enjeux sociaux, par Pierre Le Masne
éd. Presses universitaires de Rennes, 2007, 150 p., 12 euros.

Les services publics

Les Cahiers français n° 339 juillet-août 2007, 88 p., 9,80 euros.

La question de l'ouverture à la concurrence des services publics est au coeur de ces trois livraisons, même si elle ne s'y réduit pas. Mais chacune offre une perspective assez différente. Le numéro 2 de *Regards croisés sur l'économie*, tout d'abord, confirme les qualités à la fois pédagogiques et analytiques du premier numéro (consacré aux prélèvements obligatoires) en alternant des encadrés présentant les faits, les concepts ou les débats, et des articles ou des entretiens, exposant un point de vue ou une synthèse par un spécialiste. Ainsi, l'entretien avec Anne Perrot sur la question des délégations de service public à des acteurs privés montre l'ampleur des difficultés que cela pose pour les autorités de régulation. Nathalie Georges, analysant les expériences étrangères de placement des chômeurs par des organismes privés, souligne, elle, la nécessité d'une évaluation et d'une régulation forte. Le lecteur en retire le sentiment que, si l'ouverture au privé a des vertus indéniables, elle pose quantité de problèmes: rétention d'informations par les opérateurs privés, évaluations difficiles, effets sociaux et environnementaux pas forcément positifs.

Synthèse théorique. Sous une forme ramassée et accessible à tous, l'ouvrage de Pierre Le Masne aborde également les questions des services d'intérêt économique général de l'Union européenne, ainsi que les réformes actuelles des services publics et leur ouverture à la concurrence, mais plutôt pour marquer quelques réserves, qu'il n'approfondit pas outre mesure. En revanche, il nous offre un très intéressant chapitre sur les biens publics mondiaux et une utile synthèse sur les diverses conceptions théoriques en présence, depuis les approches néoclassiques traditionnelles (avec un Walras plus interventionniste qu'on ne le pense) jusqu'aux approches hétérodoxes, auxquelles il donne une certaine place. Sans doute pour faire contrepoids aux nouvelles approches libérales qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé et contestent à la fois que les défaillances du marché (monopoles naturels, biens publics et effets externes) obligent à recourir à des fournisseurs publics et que l'Etat et ses agents soient bienveillants.

Eclairage. Quant aux *Cahiers français*, fidèles à leur tradition, ils cherchent à éclairer plutôt qu'à prendre position. On notera avec intérêt dans cette parution, outre une analyse juridique détaillée des services publics dans le droit communautaire, un ensemble d'articles très documentés sur les services en réseau: énergie, télécoms, services postaux, transports et gestion de l'eau. La présentation de Lysiane Cartelier, à partir des nouvelles analyses d'économie industrielle développées par Jean-Jacques Laffont et Jean Tirole, est remarquable.

Denis Clerc | *Alternatives Economiques* n° 263 - novembre 2007

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle des pages publiées sur ce site à des fins professionnelles ou commerciales est soumise à l'autorisation d'Alternatives Economiques (Tel : (33) 03 80 48 10 25 - abonnements@alternatives-economiques.fr). En cas de reprise à des fins strictement privées et non commerciales merci de bien vouloir mentionner la source, faire figurer notre logo et établir un lien actif vers notre site internet www.alternatives-economiques.fr.